

## EDITORIAL

### Un peu de pragmatisme

Il est souvent reproché aux peuples d'Afrique de passer leur temps à papoter plus qu'à travailler; de bavarder plus qu'à se montrer concrets. C'est dommage lorsqu'on sait que le continent a d'énormes atouts et potentialités. Ses filles et fils sont pourtant pourvus de talents, de ressources plurielles. En Afrique centrale par exemple, la sous-région est souvent taxée d'être en retard par rapport à d'autres régions du continent qui font des prouesses.

Chaque jour, les autres continents et nations du globe avancent, mais l'Afrique et ses enfants toujours dans leur position statistique. Quelquefois c'est dans la mystique de ce questionnement que tout se résume: «D'où nous viendra le salut»? si réponse il y en avait à donner, l'on se permettrait de rétorquer: De notre travail.

En effet, le travail que beaucoup ont considéré comme une servitude est plutôt le plus grand ami de l'homme; il est le sauveur de l'humanité disait un penseur. En plus, il n'y a pas de sot métier mais il n'y a que de sottes gens. Ceux qui l'ont compris sont déjà loin, très loin devant. En son temps, Martin Luther King affirmait que «tout travail qui aide l'humanité a de la dignité et de l'importance». Il va falloir donc travailler vraiment, et travailler sérieusement!

Tout cela suppose un peu de volonté, d'engagement et de pragmatisme. Jusqu'ici, beaucoup ont affirmé que l'Afrique est l'avenir du monde. Au niveau ecclésial, un Pape régnant jusqu'à il n'y a pas longtemps a même déclaré que l'Afrique est le poumon de l'Eglise universelle, c'est-à-dire du monde. Donc il y a du potentiel en Afrique. Ou encore, «l'Afrique a un incroyable talent». Mais tout cela est vrai et demande un peu de pragmatisme pour s'affirmer et s'imposer.

On se souvient aussi qu'un Pape (Paul VI) a légué un précieux héritage au monde à travers sa célèbre formule: «Le développement est le nouveau nom de la paix». Les dirigeants du monde le savent et les Nations unies ne l'ignorent pas. Car la formule s'applique désormais un peu partout, dans tous les domaines, dans toutes les institutions. C'est une phrase qui en dit et qui propulse. Dans cette célèbre et inoubliable pensée se trouve aussi un peu de pragmatisme. Ainsi, même le Congo a besoin d'un peu de pragmatisme pour relancer son économie. Qui dit mieux!

Aristide Ghislain NGOUMA

## CHAMBRE AFRICAINE DE L'ENERGIE Lancement de l'offre d'adhésion



En Afrique, l'énergie même solaire demeure encore parmi les principaux défis

La Chambre africaine de l'énergie procède ces jours-ci au lancement d'une campagne d'adhésion visant à donner accès à des opportunités de promotion de l'industrie énergétique africaine. Cette offre intervient à un moment de transition dans le secteur de l'énergie et, c'est un moyen pour la Chambre de poursuivre son engagement à représenter et plaider pour la création d'opportunités pour les entreprises et les communautés locales, ainsi que les investisseurs internationaux. L'opportunité est donnée à tous pour devenir membre de cette Chambre panafricaine de l'énergie. Au cours des dernières années, la Chambre africaine de l'énergie a contribué à promouvoir la collaboration au sein de l'industrie énergétique. Elle a joué un rôle clé dans la représentation, la promotion et le soutien de la croissance du secteur énergétique du continent en facilitant les opportunités de networking, les transactions et les partenariats, ainsi qu'en menant d'innombrables efforts d'élaboration de lois et réglementations. En raison de son rôle de premier plan dans la chaîne de valeur énergétique, la Chambre lance son offre d'adhésion et exprime son vif enthousiasme quant à cette nouvelle offre pour le marché africain et mondial. «Le réseau de la Chambre dans la CEMAC (Ndrr: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) gagnera encore plus de traction avec cette prochaine phase de notre

croissance. L'intégration et la diversification économiques, ainsi que la mobilité des emplois sont certains aspects où la région de la CEMAC est en retard par rapport aux autres régions africaines», a déclaré Leoncio Amada Nze, Président de la Commission de la CEMAC à la Chambre africaine de l'énergie.

Le lancement de l'offre d'adhésion à la Chambre est encouragé par sa position dans toutes les facettes de l'industrie de l'énergie et sa détermination à ouvrir de nouvelles oppor-

tunités qui contribueront à une plus grande croissance et développement économiques. «Nous avons créé un environnement qui permet au secteur de l'énergie de parler d'une seule voix unie et puissante lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de nos partenaires, employés, communautés d'accueil, investisseurs, entreprises locales et entreprises internationales», a déclaré NJ Ayuk, Président de la Chambre africaine de l'énergie. «En nous rassemblant et en travaillant ensemble, nous continuerons de favoriser un environnement propice aux opportunités et à la croissance de l'emploi en Afrique. L'adhésion est une étape clé lorsqu'il s'agit de tracer cette voie pour construire un meilleur secteur énergétique», a-t-il ajouté.

La Chambre a connu un grand succès en réunissant des entreprises, des chefs de file de l'industrie et des décideurs pour relever les défis énergétiques de l'Afrique et est donc bien placée pour donner accès à des opportunités et soutenir une communauté florissante de leaders du secteur de l'énergie. Nous invitons les particuliers, les entrepreneurs et les start-ups, les entreprises locales, les entreprises internationales, les gouvernements et les groupes de réflexion à travers l'Afrique et au-delà, à nous rejoindre dans cette aventure pour construire un avenir

(Suite en page 2)

énergétique durable en Afrique.

«Le mandat de la Chambre africaine de l'énergie en Afrique de l'Est est de fournir un accès à des informations et des opinions solides et actuelles ainsi qu'à des sessions de webinaires de haut niveau qui présentent non seulement une solide plateforme d'experts locaux et régionaux de l'énergie, mais aussi discute de ce qui est pertinent pour les praticiens sur le terrain», a déclaré Elizabeth Rogo, Présidente pour l'Afrique de l'Est à la Chambre africaine de l'énergie. «C'est également une voie pour ceux qui sont en Afrique de l'Est de renforcer leurs propres entreprises à travers les différents programmes financiers, juridiques et autres programmes spécialisés proposés. Tout aussi importante est notre forte volonté de travailler en étroite collaboration avec les femmes entrepreneurs et les experts pour garantir leur égalité d'accès et les aider à réussir», a-t-elle déclaré.

«L'Angola reste une industrie pétrolière et gazière très dynamique et nous bénéficierons grandement du type de structure offert par la Chambre. Je suis reconnaissant pour le soutien de nos partenaires existants sur le terrain et je suis impatient de développer et de renforcer le réseau», a déclaré Sergio Pugliese, Président de la Chambre africaine de l'énergie pour l'Angola. «Nous avons beaucoup de travail devant nous pour revenir plus fort que jamais. Par-dessus tout, ma priorité est de continuer à promouvoir l'emploi, le contenu local et d'attirer des investisseurs. J'encourage chaque entreprise, individu ou groupe de réflexion à rejoindre la Chambre à ce carrefour critique pour notre industrie».

Au-delà de ces temps sans précédent, luttant contre l'incertitude sur plusieurs fronts, la Chambre est déterminée à améliorer les climats actuels des affaires et à façonner l'avenir énergétique de l'Afrique tout en préparant ses membres au rebond du marché.

Pour plus d'informations sur la façon de devenir membre, visitez [energychamber.org/members](http://energychamber.org/members) ou

envoyez un courriel à [members@energy-chamber.org](mailto:members@energy-chamber.org)

La Chambre africaine de l'énergie (AEC) ([www.EnergyChamber.org](http://www.EnergyChamber.org)) est la plus grande institution panafricaine de l'industrie de l'énergie, qui promeut les transactions et partenariats qui changeront l'Afrique et créeront de l'emploi et de la croissance économique. La Chambre promeut activement les intérêts du continent africain, de ses entreprises et de ses habitants.

Les partenaires et les membres de la Chambre africaine de l'énergie ont le pouvoir de façonner l'avenir énergétique de l'Afrique en favorisant la croissance, en soutenant la collaboration, en élaborant des politiques et en assurant un leadership et des orientations clés dans le secteur énergétique du continent.

AG.

**Pour tout contact:**

[AfricanEnergyChamber.org](http://AfricanEnergyChamber.org)  
ou [members@energychamber.org](mailto:members@energychamber.org)

## ANALYSE

### Relance économique et autonomisation des chefs d'entreprise du secteur privé



L'auteur de l'article

mis en place une batterie de mesures devant permettre une relance plus équilibrée de l'économie du Congo. Bien qu'il y ait plusieurs programmes dont les résultats obtenus n'ont pas permis de rétablir l'équilibre des agrégats macroéconomiques. Le taux de croissance actuelle traduit, à juste titre, l'amplification du fléau de la pauvreté dans le pays, surtout les populations rurales constituent une frange importante de la population. Voilà pourquoi, le Chef de l'Etat a

accordé une attention particulière à la promotion du secteur privé, reconnu comme moteur de la croissance économique. Il sied de reconnaître que ce secteur reste confronté à certains problèmes majeurs qui nécessitent une analyse critique dans le cadre, par exemple, d'une Tribune économique sur la proposition des réformes et des solutions réelles pour la relance des activités dudit secteur.

Pendant plusieurs jours, la Chambre de commerce de Brazzaville a diagnostiqué - sous l'autorité de Paul Obambi son Président quelques problèmes principaux d'ordre institutionnel, juridique et judiciaire, de marché, de production, de commercialisation, d'accès au financement, de compétitivité...

En effet, l'autopsie de la situation économique du pays révèle de façon globale une base productive étroite composée d'un secteur agricole essentiellement de subsistance, d'un secteur tertiaire et de service parfois sans lien direct avec la production

nationale, d'un secteur industriel faiblement intégré au reste de l'économie face à un secteur privé embryonnaire.

Sur le plan institutionnel, on semble noter une multitude de structures d'appui au secteur privé et une prédominance du système public et/ou parapublic.

L'environnement institutionnel reste marqué par un dispositif désarticulé se traduisant par une multitude de structure, un chevauchement des missions, une absence de coordination, un dispositif peu efficace marqué par une absence de taille critique, des missions remplies de façon très partielle avec plusieurs structures en léthargie et un dispositif incomplet avec des missions qui ne sont pas prises en charge telles: l'appui technique, la promotion des exportations, l'appui au financement des interventions.

En ce qui concerne l'analyse de la situation, M. Francis Mexint Itoua-N'goma, ambassadeur du climat et membre de la Task-force du secteur privé, a dégagé quelques atouts dont dispose le Congo. Il a énuméré entre autres:

- La production et la commercialisation des produits de rente notamment le café et le cacao: malgré les opportunités qu'offre la filière, celle-ci reste moins compétitive au regard des difficultés liées au secteur (baisse de la production, mauvaise organisation des producteurs, situation financière difficile...). La filière ne connaîtra un véritable essor qu'à travers une restructuration financière,

**Dans le contexte de la crise sanitaire qui continue, non seulement d'affecter les pays du monde, mais aussi de semer le doute quant au système de santé planétaire quelque peu amorti, l'objectif de la stratégie de relance économique sert d'appui aux efforts de stabilisation, d'apaisement des souffrances des chefs d'entreprise et des employés, de raffermissement de la cohésion économique et sociale.**

**Par Francis Mexint ITOUA-N'GOMA**

Pour ce faire, le Président Denis Sassou-Nguesso et son gouvernement ont

(Suite en page 3)



une réduction des coûts de production et la participation accrue des producteurs à la gestion de la filière. Ce secteur - qui a connu un rebondissement de sa production à l'époque de l'Office congolais de café et cacao (OCC) connaît - à présent des problèmes liés au vieillissement de plantations, le manque de moyens de traitement, de produits phytosanitaires et d'intrants;

- La compétitivité de l'économie dépend aussi bien des services notamment les transports, le tourisme, les postes et télécommunications, les services financiers... Sur ce point, l'analyse révèle que les services contribuent pour beaucoup à la formation du Produit intérieur brut (PIB) avec une prépondérance des services marchands;

- Dans le domaine du transport aérien, les aéroports dont dispose le pays constituent des atouts indéniables pour la relance des affaires;

- Le transport terrestre demeure aussi important malgré la dégradation avancée des infrastructures routières;

- Les télécommunications et la poste sont relativement sur une bonne trajectoire;

- Les politiques et stratégies pour la promotion du secteur privé sont bien là, malheureusement elles sont partiellement mises en œuvre;

- Le secteur rural étant l'un des fondements de

l'économie nécessite une intensification et une diversification de la production;

- Les orientations de la politique industrielle devront s'articuler autour des principes visant à établir un climat propice, y compris un système approprié d'encouragement de la production et des exportations, le développement des ressources humaines et la promotion des industries d'exportation.

- Dans le cadre de la politique spécifique aux PME/PMI, PE, de nombreuses réformes sont à entreprendre pour stimuler la croissance.

Le recentrage du rôle de l'Etat en vue de la création d'un environnement favorable au développement des affaires à travers l'organisation de la production et la distribution des services de base ayant le caractère de biens publics que le marché ne peut pas fournir tout seul; un désengagement le plus possible pour favoriser la concurrence; la fixation des taxes et les réglementations devant tenir compte des coûts engendrés aux entreprises; une meilleure réglementation des activités, une réelle maîtrise des prix et une ouverture à la concurrence internationale doivent être les points sur lesquels l'Etat doit focaliser ses mesures.

Il y a, par ailleurs, dans le cadre de la relance économique, l'urgence:

- Le renforcement des institutions et structures d'appui au secteur privé (recentrage des Chambres consulaires sur leurs missions essentielles de représentation et d'appui au

secteur privé, professionnalisation des organisations patronales, restructuration des structures existantes pour en faire des partenaires efficaces du secteur privé);

- La promotion de l'entrepreneuriat féminin (création d'un cadre incitatif à l'investissement privé, mise en place d'un fonds de développement de l'entrepreneuriat féminin);

- Le financement du secteur privé (accroître et diversifier l'offre de services financiers au niveau du système bancaire en fonction des besoins des chefs d'entreprise; diversifier les institutions et les mécanismes de financement);

- Le financement des entreprises (constitution d'un fonds de relance des entreprises pour faciliter l'accès des entreprises, facilitation de l'accès au financement des chefs d'entreprises à vocation exportatrice visant particulièrement le marché communautaire...)

- Le financement des acteurs du secteur informel (financer les femmes commerçantes, les petites activités agricoles en faveur des exploitants agricoles professionnels et non les exploitations familiales; organiser dans le domaine agricole, les filières en amont et en aval afin d'assurer la production et la commercialisation des produits).

*Chefs d'entreprise,  
chers ressortissants  
de la Chambre consulaire  
de Brazzaville!*

*Ce bulletin est le vôtre,  
c'est votre espace propice  
pour vous faire connaître;  
pour mutualiser vos actions  
et votre vision.*

*Nourrissez-le, profitez-en,  
lisez et faites lire  
sans cesse notre outil  
de communication!*

*Création de la valeur, innovation,  
croissance et montée en  
puissance du secteur informel  
congolais: notre crédo  
pour les 3 ans  
à venir!*

## **LOCATION**

*La Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agrumiculture et des Métiers de Brazzaville (CCIAMB) met à la disposition du public sa salle de conférence pour diverses activités et manifestations de tous genres:*

*- Ateliers; - Formations; - Séminaires;  
- Forums; - Colloques; - Assemblées  
générales.*

*La salle vous accueille du lundi au samedi de 8h à 17h.*

*C'est une salle de 35m/20m, qui peut contenir 350 personnes, avec une climatisation de 4 armoires de 8 chevaux chacune et équipée d'un groupe électrogène de 87 KVA. Avec possibilité d'un cocktail en temps normal.*

**Contact:**

Tél.: 05 668 47 47 / 06 958 97 96

## **INFOS PLUS**

**Directeur de publication**  
*Paul OBAMBI*

**Rédacteur en chef**  
*Aristide Ghislain NGOUMA*

**Comité de rédaction**

*Paul OBAMBI, Aristide Ghislain  
NGOUMA, Jean NGALESSAMY  
IBOMBOT, Francis Mexint  
ITOUA-N'GOMA, Gérard NDONGO,  
Evariste MIAKAKARILA,  
Ghislain OSSE-TOUMBA,  
Didace BOSSASSOU*

**Mise en page**  
*Hermann BAD*

**Siège**

**Avenue Amilcar Cabral  
Centre-ville Brazzaville - Congo  
Tél.: 05 500 77 77**

**B.P.: 92 / E-mail: cciam\_brazza@yahoo.fr /  
agngouma@yahoo.fr**